## Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs

## Témoignages des pionniers des relations franco-québécoises

1<sup>er</sup> février 2016 Montréal

Intervieweur : Robert Trudel Interviewé : Jean Charest

00:00:00:00	
00:00:05:09	Robert Trudel : Bonjour, monsieur Charest. Je vous remercie au nom de la CFQLMC d'avoir bien voulu accepter de donner une entrevue. Nous sommes à Montréal, le 1 <sup>er</sup> février 2016.
00:00:20:20	Vous avez été premier ministre du 14 avril 2003 au 18 septembre 2012 et tous les observateurs de tous les horizons ont reconnu le rôle que vous avez joué dans les relations internationales du Québec et particulièrement les relations avec la France. Quelles sont les relations que vous avez eues dès votre plus jeune âge avec la France, ce que la France représente pour vous ?
00:00:43:28	Jean Charest: Mes premiers contacts, moi, avec la France, c'est à travers mon épouse, Michelle. Nous, on s'est fréquentés très jeunes, on avait 15 et 16 ans. Et sa famille à elle était des amoureux de la France, ils y allaient presque chaque été, sur la Côte d'Azur, dans le sud de la France, ils louaient une villa pour l'été.
00:01:03:01	Ses parents à elle, son père était médecin, adoraient la France; il avait fait un stage comme médecin en France. Et donc il y avait chez la famille Dionne un très, très grand intérêt pour la France, et pour les Français et pour la politique française et tout ce qui touchait la France.
00:01:21:09	Après ça, lorsque j'arrive en politique fédérale, c'est mes premiers vrais contacts. Je deviens le président de la Confejes (la Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie) avec la responsabilité de créer les jeux de la Francophonie qui se sont tenus pour la première fois en 1989 à Casablanca.
00:01:47:06	Donc je deviens le premier président du Comité International des Jeux de la Francophonie et là ça a été une période où j'ai fréquenté assez intensément les Français, parce qu'il fallait forcément travailler à la création des jeux et à la préparation. Et ça a été une période formidable pour moi.
00:02:06:07	J'étais jeune député fédéral et pour moi, ça a été un coup de foudre, pour un pays qui est fascinant, qui est formidable. Alors ça a été mes premiers vrais contacts. Après ça arrive la période où je suis chef du Parti libéral du Québec et là, il se passe une affaire très significative, pour moi en tout cas.
00:02:30:24	Au moment où j'arrive comme chef en 1998, je constate que le Parti libéral du Québec a très peu de relations avec la classe politique française. Il n'y a pas de relations, ni formelles ni informelles. Il y a même plus que ça, il y a comme une espèce de reconnaissance que la relation, c'est l'affaire des souverainistes avec la France.
00:02:53:23	C'est comme si on tenait pour acquis dans les instances du Parti libéral du Québec qu'il n'y avait que les souverainistes qui entretenaient des relations politiques avec la classe politique française.

00:03:02:23	Et moi je me suis dit : « D'abord, c'est pas vrai, la France n'est pas plus homogène que le Québec, ni politiquement ni autrement et donc il faut cultiver cette relation. » Et là, il y a eu un effort très important qui a été fait par nous, même pendant la période d'opposition, pour commencer à cultiver nos relations avec la classe politique française.
00:03:26:29	RT : M. Charest, vous êtes élu premier ministre du Québec le 14 avril 2003, et quelques semaines après, vous recevez en visite officielle le premier ministre de la République française, M. Jean-Pierre Raffarin, du 22 au 24 mai 2003.
00:03:43:14	Donc c'est très rapide, tout de suite après votre intronisation comme premier ministre. Quel était pour vous le principal élément de cette visite officielle de M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre de France ?
00:04:01:15	En un sens une nouvelle alliance France-Québec et donc c'était pour relancer les relations entre la France et le Québec.
00:04:10:20	JC: Votre perception est tout à fait juste. La première visite alternée arrive très rapidement dans les semaines qui suivent l'élection de mon gouvernement. Mais elle a été préparée avant et d'où le fruit des efforts des années précédentes dans l'opposition.
00:04:26:27	Par exemple, j'avais fait une visite moi, à titre de chef de l'opposition officielle au mois de février à Paris pour rencontrer le premier ministre Raffarin. Et j'en garde un souvenir inoubliable parce que c'est au moment du déclenchement de la guerre entre les États-Unis et l'invasion de l'Irak qui est très controversée.
00:04:49:17	Et lorsque mon épouse Michelle et moi, on arrive à l'aéroport, à Charles-de-Gaulle, on est au salon d'honneur et on croise Dominique de Villepin qui arrive, lui, de New York où il vient d'avoir son affrontement avec Colin Powell au Conseil de sécurité de Nations Unies.
00:05:05:19	Alors on s'est croisés, on a parlé un peu. Alors vous vous imaginez que c'est un contexte qu'on n'était pas près d'oublier. J'ai ma rencontre qui est organisée soit dit en passant par Clément Duhaime, qui est le délégué général du Québec à Paris, un des grands, je pense, diplomates du Québec.
00:05:27:03	Clément organise la visite et lorsque je rencontre le premier ministre Raffarin, le matin même, il y a un sondage de publié au Québec qui place le Parti libéral du Québec en 3 <sup>e</sup> place. Là on est au mois de février, l'élection, on ne sait pas encore, aura bientôt lieu au mois d'avril.
00:05:43:02	Et donc, la rencontre se passe très bien, poliment, gentiment et j'avais dit à Jean-Pierre Raffarin, premier ministre, j'avais dit : « Je vous recevrai au Québec lorsque vous serez en visite alternée. » Il avait rien dit, mais par la suite il m'a raconté qu'il avait dit à ses conseillers : « Je sais pas si M. Charest a vu les sondages ce matin-là, mais il est en 3 <sup>e</sup> place. Les chances qu'il me reçoive sont plutôt minces. »
00:06:07:23	Alors là arrive le soir d'élection et le soir de l'élection, il se passe quelque chose d'important. J'avais, moi, délégué Ronald Poupart, mon chef de cabinet, pour être responsable de cette relation avec la France. Il avait, lui, développé donc un contact avec Clément Duhaime. Et le soir de l'élection, j'ai appelé Clément Duhaime, à titre de premier ministre élu, pour dire deux choses à Clément Duhaime.

00:06:33:02	D'abord premièrement, « je vous confirme dans vos fonctions de délégué général du Québec à Paris, il y aura pas de changement de fait le lendemain parce qu'il y a un nouveau gouvernement libéral. » Alors que Clément, c'était connu, avait des affinités avec les souverainistes qui me paraissaient très légitimes.
00:06:49:19	« Et deuxièmement, je vous mandate d'aller à Matignon et d'informer Matignon que je vous ai parlé, que je vous ai confirmé dans vos fonctions et que de plus, la visite alternée prévue pour le mois de mars aura lieu tel que prévu. »
00:07:05:12	Je savais, moi, que Matignon allait s'interroger le lendemain de l'élection. Ils allaient se demander : « Est-ce que la visite a quand même lieu avec un nouveau gouvernement ? Auront-ils le temps ? Est-ce qu'ils auront la volonté ? » J'ai dit : « Dès demain, je veux que vous confirmiez avec Matignon que la visite a lieu. »
00:07:22:16	Alors je voulais donc, dès la première occasion, lancer la relation, la consolider et envoyer un signal fort.
00:07:30:11	Alors la visite a eu lieu dans un contexte d'effervescence, un nouveau gouvernement, tout le monde est intéressé, c'est quelque chose qui intrigue un peu, mais qui permet de relancer et d'avoir un regard neuf sur la relation. Et lui et moi on décide tous les deux qu'on veut donner un nouvel élan à cette relation entre la France et le Québec et de placer ça sous le thème de la coopération économique. Et c'est ce que nous faisons.
00:07:59:11	C'est une amitié qui a commencé, qui a duré et qui dure toujours aujourd'hui. Mais aussi une nouvelle dimension à la relation Québec-France qui est venue imprimer en quelque sorte cette visite alternée.
00:08:15:14	RT: Vous-même, vous vous rendez en France premier ministre du Québec du 30 avril au 5 mai 2004. Est-ce que vous pouvez confirmer que l'orientation que vous avez donnée avec le premier ministre Jean-Pierre Raffarin, dans le cas des relations France-Québec, est maintenue, à savoir donner un accent particulier à la dimension économique ?
00:08:43:06	JC: Alors là, c'est la visite officielle, c'est la première visite officielle que je fais. Donc c'est dans la foulée de la visite du mois de mars 2003. Il y a effectivement une confirmation de cette volonté de renforcer la relation entre le Québec et la France, mais c'est aussi la première occasion que j'ai de rencontrer le président de la République, qui est Jacques Chirac à l'époque.
00:09:06:00	Et c'est une visite intéressante, parce que Jacques Chirac avait passé l'été 2003 dans les Cantons-de-l'Est, avait fait 5 semaines dans le village de North Hatley, le village où je loue une maison.
00:09:19:23	Et cet été-là, donc, Michelle, la famille et moi avions voyagé en France, mais on avait également reçu à dîner le président Chirac et son épouse Bernadette. En famille, strictement en famille et j'ai un très beau souvenir de ce moment-là parce que les enfants étaient plus jeunes.
00:09:36:13	On avait dit aux enfants : « Il faut préparer la soirée. Si vous avez des questions à poser au président ou à M <sup>me</sup> Chirac, il faut vraiment profiter de cette occasion unique de pouvoir être avec eux. »

00:09:51:02	Alors là on l'a reçu à dîner à la maison, les médias étaient là pour prendre une photo, mais on était juste tous les cinq avec eux. Ça a été une soirée inoubliable. Ils sont restés jusqu'à 1 h du matin, ils sont arrivés à 19 h. Et là, ça a été une discussion très ouverte, détendue parce qu'eux, ils sont en vacances, ils sont dans un contexte où ils ne sont pas sur leurs gardes.
00:10:16:07	Et je me rappelle les questions que les enfants avaient posées au président; sur les mariages de partenaires du même sexe, sur le Maroc, sur sa relation avec le roi du Maroc, enfin on a touché à plein de sujets. Sa relation avec le président Bush. On est en 2004, donc c'est après la guerre en Irak et ça a été une soirée vraiment inoubliable.
00:10:44:20	Alors donc j'arrive en 2004 à Paris, je retrouve pas uniquement le président, mais une personne que j'ai commencé à connaître. Et déjà à ce moment-là, lui avait offert à ma fille aînée Amélie de faire un stage à l'Élysée. Alors ce n'est pas arrivé cet été-là et elle a fait effectivement un stage à l'été 2006.
00:11:07:16	Et donc ça a été une visite officielle, mais qui a été beaucoup sur le thème de cette relance de notre relation et c'est là où je pense qu'on a pris la décision de faire une mission conjointe à l'extérieur sur le Mexique, France-Québec. Ce qui est une formule originale où nos deux gouvernements respectifs avaient des réserves là-dessus en passant.
00:11:34:13	Et le Quai d'Orsay et le ministère chez nous du Développement économique ne voyaient pas ça comme étant une formule gagnante pour nous. Et donc il a fallu imposer, en quelque sorte, cette nouvelle vision de cette relation entre les deux.
00:11:50:26	RT : Certains considèrent que le Québec est la porte d'entrée pour la France en Amérique, comme la France est la porte d'entrée pour le Québec en Europe. Est-ce que c'est pour vous une formule un peu trop surfaite, un peu dépassée ? Ou est-ce qu'elle représente l'objectif que vous aviez et ce que le Québec est en train de réaliser depuis lors ?
00:12:11:18	JC: La mission économique commune a été un succès, et les Mexicains étaient un peu étonnés. C'est la première fois qu'eux aussi recevaient deux pays différents, le Québec, Canada et la France dans une mission commerciale conjointe. Jamais ça s'était fait auparavant. Mais ce qui s'est révélé être vrai, et c'était notre intuition à Jean-Pierre Raffarin et moi, c'est qu'on se rendait l'un et l'autre plus intéressants aux yeux de notre hôte mexicain.
00:12:47:02	
00:12:48:25	Et donc l'intérêt était beaucoup plus grand du côté des entrepreneurs mexicains, parce qu'ils avaient à la fois accès au Québec, porte d'entrée effectivement de la France et de l'Europe dans les Amériques, et la France qui est la porte d'entrée à nous en Europe et dans la Commission européenne et dans l'Union européenne. Et donc ça a été un vif succès.
00:13:13:26	Et ce qu'il faut savoir des missions, ce qui a souvent d'aussi intéressant, des fois même plus intéressant que les rencontres qu'on fait à l'étranger, c'est les gens à l'intérieur des délégations respectives qui eux, établissent des contacts entre eux. Et donc ça a été une visite inoubliable. La suite des choses, c'est intéressant aussi parce qu'il y a eu une telle résistance, il y a eu plusieurs tentatives de recréer à nouveau des missions.

00:13:39:18	On a pensé à un moment donné aller sur l'Inde, sur la Pologne et à chaque fois, les objections du début sont revenues à la surface et finalement l'occasion ne s'est pas représentée, mais espérons un jour que l'expérience soit reprise parce qu'à mon avis ça a été un succès.
00:13:56:05	RT: En 2007, M. Charest, vous vous rendez à Paris comme chef du gouvernement du Québec. Vous êtes toujours là. Vous rencontrez le président Chirac dans le cadre de la conférence écologique mondiale sur l'environnement. Pourquoi était-ce important pour vous comme chef de gouvernement d'avoir un entretien avec le président de la République, M. Chirac, sur ce sujet-là?
00:14:30:03	JC: Cette conférence organisée par le président Chirac est très importante pour lui, parce qu'il arrive à la fin de son deuxième mandat et c'est un sujet fort pour lui. D'ailleurs, le mot qu'on emploie, ou qu'il emploie, c'est celui d'écologie, qui pour nous est plus rare au Québec. Mais dans le fond, c'est une grande conférence sur l'environnement et le développement durable. Il confie la présidence et l'organisation à Alain Juppé.
00:14:51:24	Or Alain Juppé arrive du Québec. Il vient de passer un an au Québec. Il a eu plein de contacts avec les Québécois, moi inclus, c'est devenu un ami et donc j'assiste à la conférence qui a lieu au mois de février. Et autour de la conférence, il y a un événement qui pour moi est inoubliable, c'est un petit déjeuner organisé par Jean-Pierre Raffarin avec Alain Juppé et Nicolas Sarkozy, candidat pour les élections présidentielles.
00:15:18:24	Et le petit déjeuner a lieu au ministère où se trouve Nicolas. Il était à ce moment-là ministre de l'Intérieur. Et c'est un petit-déjeuner où on est ensemble pendant presque deux heures, à discuter de toute une série d'enjeux qui nous intéressent, incluant une proposition pour une entente Canada-Europe que je venais tout juste de lancer à Davos au mois de janvier.
00:15:42:03	Alors tout ça est frais, l'idée de faire une entente commerciale de libre-échange entre le Canada et l'Europe.
00:15:48:23	La discussion a été avec eux inoubliable. Il y avait entre autres le dossier Bombardier-Alstom ici à Montréal. Qui faisait objet d'un conflit parce qu'Alstom n'avait pas été inclus dans les appels d'offres pour construire les nouveaux wagons du métro de Montréal. Et Nicolas Sarkozy, lui, prend l'enjeu, il prend ça au vol puis il me dit à moi : « C'est pas juste que vous ayez exclu Alstom, etc. »
00:16:17:03	Je lui rappelle que Bombardier était aussi une compagnie française. Et il me dit, il me met au défi, Nicolas, il me dit : « En sortant, quand on va aller rencontrer la presse, allez-vous dire à la presse que c'est une compagnie française ? » J'ai dit « certainement ! » Alors la conférence se tient.
00:16:31:23	Pendant la conférence, j'ai un tête-à-tête avec le président Chirac. Je soulève avec lui cette question-là de l'entente Canada-Europe. Ce qu'il faut savoir, c'est que la France a été le premier pays à appuyer ce projet auprès de la Commission européenne. Et ça a été très significatif dans la décision de la Commission européenne de poursuivre le projet pour la raison suivante.
00:16:54:03	C'est que jamais la commission s'attendait à ce que ce soit la France qui assume une position de leadership sur la négociation d'une entente de libre-échange.
00:17:04:24	C'était très étonnant pour eux, parce que typiquement, la France, sur ce type de projets, a plus de réserve que d'appui.

00:17:12:17	Mais par amitié envers le Québec, par amitié envers le Canada, parce qu'on se connaissait bien, parce qu'il y avait une relation de confiance, le président Chirac a été le premier à appuyer le projet, suivi de Nicolas Sarkozy, suivi évidemment de Jean-Pierre Raffarin, mais également d'Alain Juppé parce qu'on avait cultivé cette relation-là avec eux. Je leur en avais beaucoup parlé.
00:17:35:22	Alors donc ça a été une visite très importante dans l'histoire de nos relations et ça a été l'appui de la France dans le projet d'accord de libre-échange entre le Canada et l'Europe, l'appui du président Chirac. Ça a été un moment fort, mais un élément déclencheur dans la décision de la Commission européenne de lancer les négociations.
00:17:59:09	
00:18:00:14	RT : Une des initiatives très importantes durant votre mandat, une des initiatives phare, ça a été de lancer le projet d'une entente de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles entre le Québec et la France.
00:18:15:17	JC : Oui.
00:18:16:17	
00:18:18:05	RT : Qu'est-ce qui vous a incité à lancer cette idée, qui à l'époque était considérée comme étant originale, et qui au tout début n'a pas eu d'écho ni au Québec, ni en France, ni en Europe ?
00:18:36:18	Maintenant ça a fait l'objet d'une signature. C'est maintenant en train d'être mis en œuvre pour chacune des professions. Mais au départ, vous avez été initiateur d'une idée que l'on pourrait qualifier de très nouvelle. Alors qu'est-ce qui vous a incité à lancer cette idée nouvelle?
00:18:54:22	JC: L'élection du gouvernement de Nicolas Sarkozy se fait au printemps 2007. J'ai une première visite en France, donc pendant l'année. Je me rappelle pas très bien si c'est l'automne ou le printemps, mais assez rapidement après l'élection du nouveau président, qui à ce moment-là organise un déjeuner à l'Élysée.
00:19:14:17	Dans la préparation de cette première visite, il y a un bilan chez nous de la relation qui va bien, qui est très bien, qui est sur des bases très solides sur le plan personnel, sur le plan des relations économiques. Avec Jean-Pierre Raffarin, on a relancé un chantier
00:19:32:19	Et là, il y a une volonté chez nous au Québec de trouver un nouveau projet. Tout ça fondé sur un constat qui paraît banal, mais vous savez, dans toute relation, on s'alimente de projets, de visions communes. C'est ce qui rend la relation encore plus forte, qui lui permet de grandir.
00:19:50:04	Alors là on cherche. On cherche un projet. Et là nous arrive cette idée de faire quelque chose qui n'a jamais été fait auparavant, c'est-à-dire la reconnaissance des qualifications mutuelles.
00:20:02:14	L'idée étant la suivante : Comment pouvons-nous faciliter le déplacement des Français vers le Québec, et des Québécois vers la France ? Comment pouvons-nous créer un espace commun, où ce sera très facile pour les citoyens d'un pays et de l'autre côté de l'Atlantique de voyager, de travailler et de peut-être même faire sa vie ?
00:20:26:03	Comme au Québec, on a une population vieillissante, on n'est que 8 millions d'habitants et on a besoin de main-d'œuvre qualifiée et qu'il faut en plus intégrer.

00:20:35:12	Et là les Français, c'est notre langue, c'est notre culture! Et en plus on les aime, les Français. Nous, on aime les Français! Et j'agaçais souvent les Français en leur disant « : « On vous aime plus que vous vous aimez vous-mêmes, vous les Français! » Alors donc est née cette idée.
00:20:52:00	Et je me rappelle très bien de l'endroit où j'étais au moment où on se dit : « Ça y est, c'est ce que nous allons faire. » J'étais avec Gaston Harvey, du ministère des Relations internationales. Nous étions à la délégation.
00:21:02:11	Et à ce moment-là, on se dit : « Ça y est, c'est le projet que nous allons suggérer. »
00:21:07:25	On fait ça au déjeuner de manière très informelle, il y a pas de papiers, il y a pas de documents. Et Nicolas Sarkozy, on connaît un peu le personnage, lui, il prend le ballon au vol et dit « oui, faisonsle. »
00:21:18:25	Le président Sarkozy avait cette qualité formidable. S'il y avait une idée qu'il aimait, qu'il pensait être bonne, il l'adoptait puis on partait avec ça. Alors là, on propose l'idée et sur-le-champ, le président Sarkozy dit « oui, on le fait ». Et là on se met au travail.
00:21:40:09	Et on a créé une entente qui est la plus avancée au monde, une entente qui est précurseur et qui, à mon avis, est annonciateur de ce que nous devons à l'avenir faire. C'est-à-dire favoriser un espace où les citoyens pourront circuler le plus librement possible pour travailler, pour vivre, pour voyager, faire du tourisme ou simplement contribuer à la construction de l'économie de l'autre.
00:22:05:20	RT : Vous avez fait référence au président Nicolas Sarkozy en ce qui concerne plusieurs dossiers, notamment l'entente France- Québec de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Il y a aussi un autre dossier où vous avez été très près l'un de l'autre.
00:22:26:13	Il s'agit de l'inauguration du Centre de la francophonie des Amériques le 17 octobre 2008.
00:22:35:00	•
00:22:36:23	Pourquoi était-ce important pour vous que cette inauguration puisse se faire avec le président Nicolas Sarkozy, s'agissant du Centre de la francophonie des Amériques à Québec ?
00:22:50:25	JC : D'abord l'année 2008, dans la ville de Québec, c'est une année extrêmement importante. À la fois pour la ville, mais pour le Québec et aussi pour le Canada.
00:23:01:17	Et comme c'est la ville de Québec, la ville qui a été fondée par Samuel de Champlain, l'explorateur français, c'est donc une occasion de retourner dans cette relation avec la France. Retourner, revoir, revivre un peu notre histoire, la contribution de la France à la construction de notre société, à la fondation. Et on veut marquer le coup de différentes façons.
00:23:26:15	La première chose, ça a été la tenue du Sommet de la francophonie à Québec en 2008, une idée que j'avais été le premier à suggérer, lorsque j'étais chef de l'opposition officielle, dans la visite que j'avais faite auprès du premier ministre Raffarin en 2003. Alors personne avait pensé à ça ! J'étais le premier à saisir l'occasion et à se dire : « En 2008, pour le 400 <sup>e</sup> , ce serait une occasion formidable de recevoir le sommet ». Et donc le sommet a eu lieu.

00:23:58:24	Au moment où le sommet se tient, donc le président Sarkozy est présent et pour une visite trop courte. Parce qu'à ce moment-là, il doit aller au Camp David, c'est le moment de la crise financière économique et donc il a une rencontre avec le président Bush, mais il est néanmoins présent. Il y a, pendant ce sommet, aussi trois événements importants avec le président.
00:24:22:04	D'abord, il y a son discours à l'Assemblée nationale du Québec, un événement rare dans nos habitudes parlementaires à nous. C'est exceptionnel lorsque quelqu'un prend la parole devant tous les parlementaires et de surcroît un président de la République française. Il avait fait un discours remarquable, c'était donc une occasion de marquer la relation.
00:24:42:29	Le deuxième événement, c'est la tenue du Sommet de la francophonie où le président Sarkozy est présent. Le troisième, c'est la signature d'une entente, justement cette entente sur la mobilité de la main-d'œuvre, sur la reconnaissance des qualifications.
00:24:57:11	C'est donc l'entente de base qui donne vie à plus de 80 ententes, qui se feront sur une base bilatérale entre les notaires, les avocats, les médecins, les infirmières, les travailleurs sociaux, toutes les professions, les métiers réglementés.
00:25:14:00	Et finalement, nous invitons la France à être de ce projet, de la création du Centre de la francophonie des Amériques, qui est créé à Québec dans le but de promouvoir la langue française dans les Amériques. Parce que nous voulons donner une nouvelle impulsion à notre culture et à notre langue et à son rayonnement dans les Amériques.
00:25:40:19	On veut offrir une occasion à la francophonie de se manifester davantage. Et donc la République française contribue à ce projet qui soit dit en passant est un projet de Benoît Pelletier qui est un ministre de mon gouvernement, ministre des Affaires intergouvernementales, mais également de la francophonie canadienne. Et donc le président Sarkozy est venu inaugurer le Centre de la francophonie des Amériques.
00:26:09:21	RT : Vous avez reçu, le 17 février 2009, des mains du président de la République française, Nicolas Sarkozy, les insignes de commandeur dans l'ordre national de la Légion d'honneur, qui est le grade le plus élevé de la Légion d'honneur.
00:26:28:13	
00:26:31:11	Au-delà de la reconnaissance que la France a de votre rôle comme chef du gouvernement, c'est possible de nous dire maintenant ce que vous avez ressenti quand vous avez reçu la Légion d'honneur?
00:26:48:22	
00:26:49:22	JC: J'avais été informé par le consul de la France au Québec, François LaBrune, de cet honneur qui m'était donné par le président de la République. Et je n'avais pas sollicité, moi, cette reconnaissance. C'était de leur initiative. J'étais donc étonné et flatté, très flatté.
00:27:13:29	Et là je retourne dans l'histoire, à mon adolescence au moment où je fréquente mon épouse Michelle et dans sa famille à elle, ils sont amoureux de la France, de la langue française.
00:27:47:00	Elle a une sœur qui est traductrice, terminologue, un beau-frère qui est interprète, son père à elle, qui est médecin, fait de la traduction médicale et fréquente la France presque chaque année, vous voyez un peu.

00:27:41:25	Alors tout ça, pour moi, c'est des souvenirs, mais également un lien qui se crée avec la France. Tout ça marque en quelque sorte l'amour que j'ai pour ce pays.
00:27:54:04	Et la réalisation de projets parce que c'est pas tout que d'aimer, encore faut-il faire des choses ensemble. Alors l'événement comme tel a été très important parce que Nicolas Sarkozy, il y a une cérémonie à l'Élysée et il fait donc une remise des insignes à l'Élysée.
00:28:14:18	Et il y a des invités du Québec, des invités de ma famille, des amis qui sont présents, des amis français, François Fillon est présent, le premier ministre Fillon est présent, Jean-Pierre Raffarin est présent, Alain Juppé est présent. Ils sont tous là, ce qui me fait beaucoup plaisir.
00:28:33:22	Pendant la cérémonie, Nicolas Sarkozy prend la parole, et là, il arrive d'une visite récente au Canada où on l'a beaucoup critiqué. Les souverainistes l'ont critiqué parce qu'il aurait été trop attaché à cette relation entre le Canada et le Québec. Et les souverainistes ont interprété ça comme étant, je pense à tort, comme étant une volonté de marquer et d'appuyer le système fédéral.
00:29:04:21	Le président ne faisait qu'exprimer, je pense, son affection pour les Canadiens, ce qui me paraissait très légitime.
00:29:14:24	Mais au moment de la cérémonie, il voit les journalistes du Québec sur les podiums derrière les gens réunis dans la salle, et là ça déclenche chez lui un discours sur le sectarisme. Et tout l'événement a été totalement éclipsé par le discours du président Sarkozy, et les médias en avaient que pour ça.
00:29:41:06	Et donc l'événement a été marqué par son discours, mais pour moi personnellement et à ce jour, ça a été un moment inoubliable. Il y a des moments comme ça dans la vie où on s'arrête et on fait un peu le bilan du chemin parcouru. Et dans ce cas-ci, ça a été un de ces moments de grâce pour moi.
00:30:05:16	RT : En octobre 2011, vous êtes en visite à Paris. C'est le 50 <sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la délégation générale du Québec qu'on appelait à l'époque la maison du Québec, qui avait été inaugurée par le premier ministre Jean Lesage en 1961.
00:30:27:10	Est-ce que vous êtes en mesure, maintenant, de pouvoir nous indiquer ce que représentent les 50 ans des relations entre la France et le Québec ? Dans le cadre de l'ensemble des relations que le Québec a avec d'autres pays, les États-Unis, la Grande-Bretagne, d'autres pays d'Europe, des pays de l'Extrême-Orient, qu'est-ce que cela signifie de particulier pour nous au Québec ?
00:30:54:18	JC: La relation que nous avons, nous, le Québec avec la France, est la relation la plus importante que nous avons avec un pays de l'extérieur. C'est plus important que les États-Unis même, parce qu'elle n'est pas uniquement économique, mais également politique, elle est culturelle. Les dimensions de la relation pour nous, Québécois, sont extrêmement importantes.
00:31:25:12	Et il y a une relation diplomatique directe entre le Québec et la France, rappelons-le. Ce qui en soit est unique dans la diplomatie. Mais évidemment, il y a que la France avec qui nous avons cette relation directe et privilégiée, reconnue par le gouvernement fédéral. Et donc, le 50 <sup>e</sup> anniversaire, c'est vraiment un événement marquant qu'il faut absolument souligner.

00:31:54:07	développée, où elle a été très intense. Les controverses, les soubresauts, les imprévus, les personnages qui sont venus marquer la relation qui sont plus grands que nature : le général de Gaulle, Jean Lesage, René Lévesque, Pierre Trudeau
00:32:18:00	Il y a une succession de personnages, les ambassadeurs, les délégués, les consuls, etc., qui donnent à cette relation une dimension qui est vraiment hors de l'ordinaire, très différente.
00:32:32:08	Et même si les Américains sont voisins, même si la relation économique est très importante, on est sur le même continent, quand on prend un peu de recul, et on se projette à l'extérieur et on se projette dans l'avenir, la France pour nous c'est la relation qui donne un sens à notre identité, y contribue. Ils font partie de la construction de notre identité, de qui nous sommes.
00:32:55:11	Et donc, lors de ces évènements, il y a une réception organisée au Quai d'Orsay, le premier ministre Fillon nous reçoit. Il y a des gens qui ont trouvé que tout ça n'avait pas le cachet, l'importance que la relation a déjà eue au moment où le général de Gaulle Mais c'est une autre époque. Les choses ont beaucoup évolué depuis ce temps-là. Nous ne sommes plus à l'époque des grandes réceptions. Pas plus en France qu'ailleurs, aux États-Unis.
00:33:23:19	Alors la relation évolue vers autre chose, mais c'était pour nous surtout l'occasion de faire le bilan du chemin parcouru, et de réitérer l'importance qu'a cette relation pour nous, les Québécois, avec la France. Et c'est vraiment le navire amiral, en quelque sorte, de nos relations diplomatiques. C'est notre délégation à Paris et la relation que nous avons avec nos amis français.
00:33:47:04	RT : Je vous remercie beaucoup M. Charest de cet entretien.
00:33:51:00	Et vous avez imprimé un élan tout à fait particulier aux relations entre la France et le Québec. Pour tout cela merci à nouveau M. Charest.
00:34:01:09	JC : Merci M. Trudel ! Bonne journée !
00:34:02:15	RT : Merci !
00:34:03:15	